

# Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## **PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 5 NOVEMBRE 2018, à 19 heures**

**Présents** : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames HEMON Soizick, Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, LE SCORNET Sylvie, LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence (*arrivée en cours de séance*), MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, JENOUVRIER Stéphane, LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, SIGURET Jérôme, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Madame CASU Odile, adjointe, (*pouvoir à M. Duval*), Monsieur VUILLAUME Michel, conseiller municipal (*pouvoir M. Bouleuc*), Madame DUFAIX Marylène, adjointe, (*pouvoir à Mme Hémon*), Monsieur GIZARD Rémy, conseiller municipal (*pouvoir à Monsieur Bernard*), Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère municipale (*pouvoir à M. Courdent*), Monsieur de LA PORTBARRE Dominique, conseiller municipal (*pouvoir à Mme Lepaigneul*). Monsieur PLIHON Sébastien, conseiller municipal.

**Absents** : Monsieur LESAGE Samuel, Conseiller municipal.

**Secrétaire de séance** : Madame MENARD Patricia, Conseillère Municipale.

---

**Procès-verbal de la séance du 17 septembre 2018** : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

---

Monsieur René Bernard, Maire, déclare la séance du Conseil Municipal du 5 Novembre 2018 ouverte.

**Hommage** : Monsieur René Bernard fait part à l'assemblée du décès de Monsieur Michel Lebrisse, conseiller municipal de 1983 à 1989, père de Madame Rozenn Enel-Rehel, conseillère municipale. En signe de respect et pour la mémoire de Monsieur Michel Lebrisse, il invite les membres du conseil municipal à observer une minute de silence.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 7 novembre 2018, à 14 heures 30 en l'église de Saint-Mélor des Ondes. Les personnes qui désirent y assister sont invitées à se faire connaître pour constituer une délégation municipale.

---

## **VOIRIE-RÉSEAUX**

### **Présentation du rapport annuel du délégataire S.T.G.S. – Exercice 2017**

**Préambule** : Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article L 144.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport annuel 2017 sur le service public d'assainissement doit être présenté au conseil municipal.

Il accueille Monsieur Quentin LACOTTE, représentant du délégataire STGS, et l'invite à exposer la synthèse de l'exercice 2017.

### **SYNTHESE**

#### **Les chiffres clés de 2017 :**

Gestion client : 4109 habitants / 1 578 abonnés domestiques en service / 1 659 branchements  
1 branchement neuf / 110 162 volumes facturés (m3)

Gestion technique : 175 193 m3 volumes traités/ 37.12 % arrivée d'eaux claires/23 359 ml de réseau gravitaire et 3 162 ml curés.

## **Modalités du contrat :**

Type de contrat : Affermage

Date d'effet : 1/1/2014 - Durée : 12 ans - Date de fin : 31/12/2025

**La station d'épuration du bourg :** mise en service en 1987, capacité nominale : 3000 Equivalent habitant – Type de filière : boues activées - Débit de référence : 913 m<sup>3</sup>/j

La charge entrante moyenne représente environ 1976 EH, soit 66 % de sa capacité nominale. Les rendements épuratoires sont bons et traduisent le bon fonctionnement de la station d'épuration. Les résultats bactériologiques démontrent que les lagunes de finition remplissent bien leur rôle de désinfection

**La station de La Gare :** mise en service en janvier 1989, capacité nominale : 320 Equivalent habitant Type de filière : lagunage naturel – Débit maximal journalier temps sec : 52 m<sup>3</sup>/j.

La charge entrante moyenne représente environ 91 EH, soit 28.3 % de la capacité nominale. Au regard des limites fixées, le lagunage de St-Méloir des Ondes Gare est qualifié de conforme aux exigences nationales et locales. Au niveau bactériologique, le lagunage assure une bonne désinfection.

## **Installations sur le réseau**

- . Poste de relèvement « La Vallée Verte » - 2 pompes –débit 10m<sup>3</sup>/h
- . Poste de relèvement « La Lignerie » - 2 pompes - débit 10m<sup>3</sup>/h
- . Poste de relèvement «La Basse Madeleine » - 2 pompes - débit 20m<sup>3</sup>/h
- . Poste de relèvement « la Rimbaudais » - 2 pompes - débit 10m<sup>3</sup>/h
- . Bassin tampon – 2 pompes - débit 15m<sup>3</sup>/h

## **Suggestions d'améliorations**

### **Réseau :**

- . Le schéma directeur en cours va permettre de localiser les points faibles du réseau.
- . Un programme de travaux sera à réaliser afin de diminuer les entrées d'eaux claires importantes
- . Il serait souhaitable de remettre à niveau les tampons d'accès au réseau non visibles.

Notation du réseau : 80/120 – *NB : note attestant de la bonne qualité du réseau -*

### **Station du bourg :**

- . L'arrêté d'autorisation de rejet de la station a été renouvelé en fin d'année 2016 pour une application au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les principales modifications concernent le débit de référence (application 2017) et les normes de rejet.
- . L'importance des eaux parasites sur le réseau entraîne une saturation hydraulique sur la station, il est urgent d'agir sur cette problématique. Le nouvel arrêté préfectoral demande une réalisation des travaux sur le réseau avant la fin 2020.
- . Les travaux sur la filière boues ont été réalisés en fin d'année, la centrifugeuse est en fonctionnement depuis novembre 2017.

### **Lagune de la Gare :**

- . Une quantité importante de graisses en entrée de station entraîne des bouchages et un colmatage du canal d'entrée qui perturbent le fonctionnement de la station.
- . L'autorisation de déversement signée avec le restaurant Tirel-Guérin devrait permettre de mieux contrôler les arrivées de l'établissement, sous réserve de la bonne application de cette autorisation par l'entreprise. Un point doit être réalisé.

Dans le cadre de l'application de l'arrêté du 21 juillet 2015, la rédaction d'un cahier de vie est en cours de validation

### **Ouvrages :**

Il est urgent de prévoir, pour la sécurité des personnels, la mise aux normes des garde-corps, échelles, crinolines et ligne de vie (*cf. fascicule ED 960 de l'Institut National de Recherche et de Sécurité*)

**Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport 2017 de délégation du service public assainissement de S.T.G.S.**

---

**Observations :**

- *Monsieur le Maire remercie Monsieur Lacotte pour son exposé. Il souligne la qualité des échanges et du travail effectué entre la commune et la société STGS au cours des années de délégation passées. Il se réjouit aussi qu'une bonne coopération se poursuive dans le cadre du transfert de compétence Assainissement intervenu le 1<sup>er</sup> janvier 2018, tant du point de vue du délégataire STGS que des services techniques de l'agglomération.*  
*Il est spécifié que l'année prochaine, STGS rapportera son rapport d'activités 2018 devant les instances communautaires et non plus devant le conseil municipal. Une transmission d'informations sera toutefois faite à direction de la commune.*
  - *Les travaux d'extension du réseau collectif au Vaulérault-Le Domaine Robin sont en voie d'être réceptionnés. Des tests restaient à réaliser à la fin de l'été. L'opération collective pour les branchements privatifs sera engagée à la suite.*
- 

## **AMÉNAGEMENT – URBANISME**

### **2018.080 – Projets urbains – Désignation d'une maîtrise d'œuvre – Aménagement de la RUE de la MAIN d'ARGENT**

**Préambule :** Monsieur René Labbé, Adjoint aux travaux, rappelle que par délibération du 17 septembre 2018, le conseil municipal a approuvé l'engagement d'études d'aménagement urbain dans les secteurs suivants : Rue de la Main d'Argent (RD), Rue de Radegonde (RD) et rues de La Fontaine, de la Ville Auffray, du Puits Auray.

**Exposé :**

La collectivité souhaite entamer son programme par les travaux de réaménagement de la rue de la MAIN d'ARGENT (*environ 700 ml*).

A l'instar des précédentes opérations, un accompagnement technique par un prestataire de maîtrise d'œuvre paraît nécessaire.

A l'issue d'une consultation et d'une négociation, le bureau **TECAM** (35304 Fougères) a fourni une proposition d'honoraires chiffrée à **16 200 € HT** (*soit 19 440 € TTC*).

(NB : L'enveloppe de travaux peut être estimée à 420 000€ HT, ce qui équivaut donc à un taux d'honoraire de 3,85%)

**Planning prévisionnel proposé :**

Esquisse	: décembre- janvier
Avant-projet	: janvier - février
Projet	: février - mars
DCE	: avril - mai
Travaux	: mi - juin à novembre
Réception	: mi - novembre

Il est spécifié que le Syndicat Départemental d'Energie devra tenir compte de cette programmation pour le calage de ses propres interventions (*effacement des réseaux, éclairage public...*). Une réunion de tous les partenaires et concessionnaires sera initiée rapidement sur le sujet.

Monsieur le Maire rappelle le souhait du Département 35 de rétrocéder à la commune les rues de la Main d'Argent et Radegonde, actuelles voies départementales.

En raison de considérations techniques et financières, un lissage de ces deux chantiers dans le temps est nécessaire. L'aménagement de la rue de Radegonde fera donc l'objet d'une étude ultérieure d'aménagement, laquelle inclura également le secteur de la rue de la Martinière.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **CONFIE** au bureau d'études TECAM la maîtrise d'œuvre d'aménagement de la rue de la Main d'Argent au prix de 16 200 € HT (soit 19 440 € TTC) et **APPROUVE** le planning prévisionnel proposé pour le chantier,
- **DÉCIDE** de solliciter l'ensemble des études nécessaires auprès des prestataires et concessionnaires concernés,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à initier toutes les démarches utiles à l'avancement du projet,
- **SOLLICITE** l'aide de tous les partenaires (*Etat, collectivités, établissements,...*) susceptibles d'intervenir au financement de cet aménagement,
- **CONFIRME** son souhait de voir intégrer la rue de la Main d'Argent (RD) dans la voirie communale à l'issue des travaux d'aménagement, tel que proposé par le Conseil Départemental d'Ille et Vilaine. Idem pour la rue de Radegonde dès lors que son propre réaménagement aura été effectué.

Observations :

- Concernant le secteur des rues de La Fontaine, de la Ville Auffray, du Puits Auray, la commune assumera probablement une maîtrise d'œuvre en interne.
- Les rues de Bellevue et du Télégraphe ne peuvent pas faire l'objet de travaux immédiats, car elles sont directement impactées par les travaux de viabilisation en cours dans le Lotissement « Le Jardin des Maraîchers » et les constructions à venir dans ce secteur.
- Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Département envisage d'inaugurer le rond-point du VAUPINEL début décembre. La date choisie sera communiquée ultérieurement.

2018.081 – Rétrocession des espaces et ouvrages du lotissement « Les Jardins d'Emeraude » - Changement de notaire

**Préambule :** Monsieur René Labbé, Adjoint, rappelle que par délibération en date du 5 décembre 2016, le conseil municipal s'était déclaré favorable à l'intégration dans le domaine public communal de la parcelle cadastrée section **V n° 1008**, propriété de l'Association Syndicale «Les Jardins d'Emeraude», pour une contenance de 9608 m<sup>2</sup>, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Maître Janvier, Notaire à Saint-Méloir des Ondes, avait été désigné pour établir l'acte notarié.

**Exposé :** Aucune rédaction d'acte n'est à ce jour intervenue ; la rétrocession n'est donc pas effective légalement. Par mail en date du 10 septembre 2018, le président de l'Association Syndicale demande à la collectivité de confier le dossier à Maître Lebranchu, Notaire à Saint-Malo, qui est dépositaire de toutes les pièces d'origine du lotissement. Cette substitution est sollicitée pour éviter un plus long délai de rédaction, du fait des transmissions à faire entre études notariales.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **CONFIRME** son accord pour l'intégration dans le domaine public communal de la parcelle cadastrée section **V n° 1008**, actuelle propriété de l'Association Syndicale « Les Jardins d'Emeraude », d'une contenance totale de 9 608 m<sup>2</sup>,
- **CHARGE** Maître LEBRANCHU, Notaire à Saint-Malo, de la rédaction de l'acte dont les frais seront supportés par l'Association Syndicale « Les Jardins d'Emeraude », demandeur, *ceci en substitution de Maître Janvier (Notaire à Saint-Méloir des Ondes) préalablement désigné.*
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir et toutes les pièces relatives à cette transaction,

- **DIT** que la présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération n° 2016.114 prise le 5 décembre 2016

-----  
**Observation** : Le conseil municipal, informé de toutes les affaires foncières communales en instance à l'étude notariale locale, charge Monsieur le Maire d'adresser un courrier à Maître Janvier pour accélérer l'établissement des actes en cours et faire en sorte qu'ils soient dressés avant la fin de l'année.  
-----

#### **2018.082 – Projet d'extension Intermarché – Cession foncière – Proposition de bornage**

**Contexte** : Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 2 juillet 2018, le conseil municipal a émis un avis favorable au projet de développement d'Intermarché et a dit qu'un projet de cession de terrain communal à l'établissement pouvait être étudié dans le cadre suivant :

**Cession d'une bande de terrain communal à l'arrière du bâtiment commercial, à la condition :**

- que la commune préserve une bande de sécurité d'une largeur de 5 m à compter des bancs de touche, ceci pour la mise en œuvre, si besoin, de moyens de secours conséquents,
- qu'une zone de dégagement suffisante soit conservée à l'entrée, près du transformateur,

**Cession du bassin de rétention et d'une parcelle à définir près de la piste d'athlétisme (en vue de créer des places nouvelles de parking)**

**Exposé** : INTERMARCHE s'est attaché les services du géomètre, M. Jérémie Forgeoux, et a transmis à la commune un projet de bornage (*cf document joint*) :

942 m<sup>2</sup> à prendre à l'arrière du bâtiment ( S 457p )

1 077 m<sup>2</sup> environ à l'extrémité (bassin de rétention) - S 457p + S 303p

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

24 Pour            0 Contre            0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **SE DÉCLARE favorable** au projet de délimitation établi par M. Forgeoux pour le compte d'Intermarché en vue de la transaction foncière à intervenir avec la commune,
- **PRÉCISE** que l'acte notarié inclura un engagement d'Intermarché à installer à ses frais un filet pare-ballons sur la longueur du terrain sportif bordant sa propriété,
- **DEMANDE** que le service des Domaines soit saisi pour une évaluation financière des parcelles devant faire l'objet de la cession,
- **DIT** qu'une modification du Plan Local d'Urbanisme pourra être engagée afin d'adapter le zonage des emprises communales concernées par la transaction, certaines d'entre elles étant classées en UL « zone urbaine dédiée aux équipements »,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de conduire toutes les démarches utiles à l'avancement de ce dossier.

-----  
**Observations** : Monsieur le Maire précise à l'assemblée qu'aucune esquisse d'extension du supermarché n'a encore été portée à connaissance de la collectivité.  
-----

**2018.083 – Plan Local d'Urbanisme – Emplacement réservé n° 2 (extension d'équipements publics – salle des fêtes) – Accord amiable avec les Consorts Laronche**

Monsieur le Maire explique que le Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 11 décembre 2018, comprend un emplacement réservé N°2 situé Rue d'Émeraude, d'une contenance d'environ 480 m<sup>2</sup>, destiné à une future extension d'équipement public (*agrandissement de la salle des fêtes*).

Dans le cadre du droit de délaissement, par courrier du 23 janvier 2018, les Consorts Laronche, propriétaires, ont mis en demeure la commune d'acquérir les terrains T45 et T46 grevés par ladite réserve foncière.

Depuis la réception dudit courrier, dans un esprit de concertation, des rencontres ont eu lieu avec la municipalité pour échanger sur le devenir de la zone en question.

Les Consorts Laronche ont fait part à la commune de leur projet immobilier pour les parcelles qu'ils détiennent sur le secteur, sachant que la réserve foncière, telle que dessinée au PLU, bloque l'accès depuis la rue d'Émeraude à leurs terrains T44 et T 395 situés à l'arrière.

Il a été convenu de s'entendre sur un principe de configuration foncière susceptible de sauvegarder les intérêts des deux parties.

**Monsieur le Maire expose les modalités de l'accord possible :**

La commune pourrait consentir à accorder aux Consorts Laronche une voie d'accès de 4,50 m sur la parcelle T 45 depuis la rue d'Émeraude.

Dans ce cas, la surface globale du foncier à acquérir par la commune (480m<sup>2</sup> environ) se répartirait pour partie sur les parcelles 45 et 46, ainsi que sur une bande foncière à prendre sur le fond du terrain T 50 (*terrain non impacté par l'emplacement réservé porté au PLU*).

Par ailleurs, en cas d'accord amiable, il pourrait être envisagé de laisser la jouissance du terrain acquis aux Consorts Laronche, ceci tant que la ville n'aurait pas concrétisé son projet d'équipement communal.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

24 Pour            0 Contre            0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **SE DÉCLARE** favorable aux bases d'un accord amiable avec les Consorts Laronche tel que présenté ci-dessus,
- **SOUHAITE** obtenir une évaluation foncière du service des Domaines afin de soumettre une proposition de prix aux Consorts Laronche, étant donné qu'il s'agit d'une transaction portant sur un emplacement réservé porté au PLU,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de poursuivre toutes les démarches utiles à l'avancement de ce dossier.

**2018.084 – Lotissement « Le Clos des Myrtilles » - Sollicitation de M et Mme BIOT - Achat de la parcelle F n° 628**

Monsieur le Maire indique que par courrier en date du 24 septembre 2018, M et Mme Jean-Michel Biot, domiciliés 18 rue des Myrtilles, ont sollicité l'achat pour partie, soit 100m<sup>2</sup>, de la parcelle communale privée n° F 628, à usage d'espace vert, qui jouxte leur propriété.

Monsieur le Maire explique que ce dossier a été soumis à l'avis de la commission d'urbanisme, laquelle s'est déclarée favorable au projet.

Le service des Domaines, saisi de l'évaluation financière, a émis l'avis suivant :

*« La partie de parcelle concernée n'est pas constructible en elle-même. Cependant, elle augmentera significativement la surface d'agrément des acquéreurs et potentiellement la constructibilité de la parcelle. La valeur vénale est estimée à 34 €/m<sup>2</sup>. »*

**VU** l'avis des Domaines en date du 18 octobre 2018,

**VU** l'avis favorable de la commission d'urbanisme,

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 Pour                      0 Contre                      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** de vendre à M. et Mme Jean-Michel Biot, domiciliés 18 rue des Myrtilles à Saint-Méloir des Ondes, une superficie de 100 m<sup>2</sup> à prendre sur la parcelle communale privée F n° 628 au prix de 34.00 € le m<sup>2</sup>,
- **DIT** que M. et Mme Jean-Michel Biot, demandeurs, supporteront l'intégralité des frais de bornage et d'acte liés à cette transaction,
- **DIT** que l'acte notarié sera établi par Maître FLEURY, Notaire établi à Cancale,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir et toutes les pièces relatives à cette affaire.

---

Arrivée de Madame Laurence Mazeau, conseillère municipale.

#### **Jardins des Maraîchers – Dénomination de nouvelles voies**

Monsieur le Maire rappelle qu'un permis d'aménager a été délivré pour le lotissement «Le Jardin des Maraîchers» et que les travaux de viabilisation du secteur ont débuté.

Il y a donc lieu de procéder à la nomination des nouvelles voies créées, ceci pour permettre aux particuliers déposant un permis de construire d'y porter leur future adresse et également pour faire figurer ces rues sur le plan de ville qui fait l'objet d'une réédition.

La commission d'urbanisme, saisie du sujet, a proposé que les noms de rue soient en rapport direct avec des appellations de régions maraîchères (*ex : Trégor, Léon, Polders, les 7 îles, etc...*).

Il précise que la coopérative « Terres de Saint-Malo » a été sollicitée pour élargir l'éventail des choix. Ce dossier sera réexaminé lors du prochain conseil municipal du 3 décembre 2018.

---

## **BATIMENTS**

#### **Restaurant Scolaire – Achat d'un matériel de cuisson – Agencement intérieur**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, rappelle que des crédits ont été ouverts au Budget primitif en vue de l'acquisition d'un nouveau matériel de cuisson.

Il s'agit de remplacer l'ancien autocuiseur par une marmite basculante bain-marie avec agitateur et égouttoir inox. Compte tenu du nombre de rationnaires servis, ce matériel sera plus adéquat et il sera également plus commode en termes d'utilisation pour le personnel (*suppression de manutentions*).

Des offres de matériel ont été recueillies auprès des professionnels. Toutefois, à l'étude du dossier, il est apparu que l'installation et le raccordement de ce nouveau matériel requièrent de nombreux travaux préalables d'agencement intérieur (*menuiserie, carrelage, installations électriques et gaz...*) pour lesquelles la ville ne dispose pas de chiffrage précis.

Considérant cette situation, le conseil municipal décide de reporter cette acquisition de matériel et les travaux afférents à l'exercice budgétaire 2019.

---

#### **2018.085 – Complexe sportif – Procédure contentieuse - Réparation du sol de la salle n° 1**

Monsieur le Maire indique que par ordonnance du 17 septembre 2018, le Président du Tribunal Administratif a rejeté la requête en référé déposée par la commune de Saint-Méloir des Ondes en vue d'obtenir la réparation du sol de la salle n° 1 suite à l'expertise judiciaire.

En outre, la commune a été condamnée à verser respectivement à la société CERTA (*maître d'oeuvre*) et la société ARTDAN (*poseur de sol*) une somme de 1 000 euros au titre de l'article 761.1 du Code de justice administrative.

Après échanges avec le Cabinet Coudray, défenseur de la commune, dans le délai de 15 jours, il a été décidé de déposer une requête en appel au greffe de la Cour administrative d'appel de Nantes. Au regard de la décision rendue et de l'ancienneté des relations du cabinet avec la collectivité, cette requête en appel ne donnera pas lieu à facturation.

Pour ce qui est de la suite des procédures contentieuses, il est proposé au conseil municipal de se déterminer sur la nécessité de déposer une requête au fond.

Monsieur le Maire expose que sans préjuger du résultat des procédures de justice, il s'agit surtout de voir de quelle façon la collectivité peut, sans tarder, mettre en œuvre une réparation de la surface sportive qui continue à se dégrader.

Monsieur Duval, adjoint aux bâtiments, fait état de la liste des désordres repérés sur le plancher sportif (*ondulations, fissures, désagrégation sur les pourtours...*) qui perturbent le bon déroulement des activités dans les lieux.

Il propose de s'adjoindre les services d'un professionnel qui serait en capacité de poser un diagnostic et d'accompagner la commune dans sa démarche de réparation (*ex : maître d'œuvre spécialisé en équipements sportifs...*)

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR      0 Contre      0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **PREND ACTE** du rejet de la requête en référé déposée par la commune pour obtenir réparation du sol sportif suite à l'expertise judiciaire, ainsi que du dépôt d'une procédure d'appel auprès de la Cour administrative d'appel de Nantes,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager une procédure de requête au fond via les soins du Cabinet Courday, défenseur de la collectivité,
- **DÉCLARE** que la commune doit se faire accompagner d'un professionnel afin de parvenir à une réparation complète et rapide du dommage,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'engager toutes démarches utiles en ce sens et d'en faire retour auprès de l'assemblée.

---

## **FINANCES**

### **2018.086 – Délibération Modificative Budgétaire – BP Général 2018**

**Préambule** : Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, rappelle que dans sa séance du 17 septembre 2018, le conseil municipal a approuvé le rapport de la CLECT (*commission locale d'évaluation des charges transférées*) qui entérine les transferts de charges liées à la prise de compétence « assainissement » par Saint-Malo Agglomération.

Pour ce qui concerne les **eaux pluviales**, l'attribution de compensation de la commune a été réduite - **en section de fonctionnement** - de 7 647 euros au titre de l'**entretien** du réseau.

S'agissant du **renouvellement** du réseau d'eaux pluviales, afin de ne pas peser trop fortement sur la section de fonctionnement (*et donc l'autofinancement des communes*), le principe a été retenu d'imputer la baisse d'attribution de compensation en **section d'investissement**, soit 19 096 euros.



(NB : la commune versera cette somme annuellement à St-Malo Agglomération à titre d'Attribution de compensation d'investissement).

Il s'agit par la présente décision modificative d'ouvrir les crédits liés à cette inscription.

#### Section d'investissement

##### Dépenses

Art. 2046 – OPNI – Attribution de compensation Eaux Pluviales –SMA : + 20 000 €

##### Recettes

Art . 021 – virement de la section de fonctionnement - : + 20 000 €

#### Section de fonctionnement

##### Dépenses

Art. 022 - dépenses imprévues : + 40 000 €

Art. 023 - virement à la section d'investissement : + 20 000 €

##### Recettes

Art. 7381 Droits d'enregistrement (*recette supplémentaire*) : + 60 000 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la décision budgétaire modificative ci-dessus détaillée qui impacte le Budget Commune et concerne la mise en place d'une Attribution de compensation d'investissement (*suite à la CLECT Eaux Pluviales*),
- **RETIENT** le principe d'un amortissement en 1 AN pour ladite Attribution de compensation d'investissement.

---

## PERSONNEL

### **2018.087 – Recrutement au service technique – Mise à jour du tableau des emplois – Intégration d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 1<sup>ère</sup> classe – Service Voirie**

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint au personnel, indique d'un poste « Espaces verts » et un poste « Voirie –T.P. » ont été publiés jusqu'au 15 octobre sur la plate-forme « Emploi territorial ».

Concernant le poste « Voirie – TP », il rappelle que cette vacance fait suite au départ d'un agent dans une autre collectivité. Il expose qu'à l'issue des entretiens de recrutement organisés le 26 octobre dernier, le jury a retenu la candidature d'un fonctionnaire territorial titulaire du grade d'Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe.

Afin de permettre son arrivée dans les effectifs de la commune par voie de mutation, il est proposé à l'assemblée d'intégrer ce poste au tableau des emplois communaux.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DÉCIDE** d'intégrer au tableau des emplois un **poste d'Adjoint Technique principal de 1<sup>ère</sup> classe - temps complet** - à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'accomplir toutes les formalités relatives à cette décision.

---

**Observations :**

- *Monsieur Bouleuc précise que l'agent de voirie recruté est originaire de Pleurtuit et qu'il vient de confirmer son acceptation du poste. Son arrivée à Saint-Méloir des Ondes est souhaitée pour le 7 janvier prochain, mais dépend de la durée du préavis que déterminera son actuel employeur.*
  - *Pour ce qui concerne le poste Espaces Verts, les entretiens de recrutement vont se poursuivre sur les journées des 7 et 9 novembre.*
- 

## **AFFAIRES GÉNÉRALES**

### **Répertoire Electoral unique – Mise en place de la commission de contrôle – Désignation d'un conseiller municipal**

**Contexte :** Monsieur le Maire indique que la loi n° 2016-1048 du 1<sup>er</sup> août 2016 qui rénove les modalités d'inscription sur les listes électorales et crée le répertoire électoral unique (REU) entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> Janvier 2019.

La circulaire du 12 juillet 2018 organise la mise en œuvre des nouvelles modalités d'inscription sur les listes électorales entre le 1<sup>er</sup> septembre 2018 et le 31 décembre 2019.

Cette circulaire précise notamment que :

- Les Maires se voient transférer, en lieu et place des commissions administratives qui sont supprimées, la compétence pour statuer sur les demandes d'inscription et sur les radiations des électeurs qui ne remplissent plus les conditions pour demeurer inscrits ;
- Un contrôle a posteriori sera opéré par des commissions de contrôle créées par la loi.

Leur rôle est :

- d'examiner les recours administratifs préalables obligatoires formés par les électeurs concernés par les décisions de refus d'inscription ou de radiation du maire ;
- de contrôler la régularité de la liste électorale entre le 24<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> jour avant chaque scrutin ou en l'absence de scrutin, au moins une fois par an.

Le Maire informe l'assemblée qu'il doit désigner un conseiller municipal prêt à participer aux travaux de cette commission de contrôle.

Au sein de ladite commission siégeront également le Délégué de l'Administration et le Délégué du Tribunal de Grande Instance.

N.B : L'article L 19 (chapitre IV) du code électoral précise que le conseiller municipal désigné est pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, ou à défaut, du plus jeune conseiller municipal, à l'exception : du Maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale.

Considérant les conditions de désignation ci-dessus citées et l'appel à candidature effectué, Monsieur le Maire DIT que **Madame Madeleine Maloizel**, conseillère municipale, est désignée pour siéger au sein de la commission de contrôle.

---

## AFFAIRES COMMUNAUTAIRES

### **2018.088 – Transfert de la compétence « Relais Assistants Maternels » (RAM) à Saint-Malo Agglomération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

Monsieur le Maire rappelle :

**Les modalités de prise de compétence** : La prise de compétence suppose une modification des statuts de Saint-Malo Agglomération qui doit être entérinée par arrêté préfectoral.

Le conseil communautaire a délibéré favorablement sur une extension de ses compétences au RAM le 20 septembre 2018.

Cette délibération a été notifiée aux communes membres qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le transfert. L'absence de délibération dans ce délai vaut décision favorable. Ces délibérations devront être rendues dans les conditions de majorité qualifiée, soit 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population, ou la moitié des conseils municipaux représentant au moins 2/3 de la population

-----

#### **1) L'ANALYSE DU TERRITOIRE de L'AGGLOMERATION**

En 2016, le nombre d'enfants allocataires CAF & MSA de - 3 ans s'élevait à 2 265, et le nombre d'enfants allocataires CAF & MSA de 3 à 5 ans à 2 214.

Le mode de garde individuel reste le premier mode de garde sur Saint-Malo Agglomération comme sur le Département. En 2015, 1 018 enfants de – de 6 ans sont gardés par un assistant maternel.

Les données statistiques révèlent un contexte de vieillissement et de diminution régulière du nombre d'assistants maternels agréés en activité sur le territoire de Saint-Malo Agglomération :

- En 2015, 32% des assistants maternels ont plus de 55 ans (contre 26 % sur le Département) dont 13% ont plus de 60 ans.
- Le nombre d'assistants maternels de + de 55 ans augmente, + 2 % sur les 3 dernières années.
- 339 assistants maternels en activité en 2011, 328 en 2013, 322 en 2014 et 316 en 2015 (soit 15,33 assistants maternels pour 100 enfants de moins de 3 ans en 2015, contre 18,9 sur le Département).

#### **2) LES MISSIONS D'UN R.A.M.**

L'existence et les missions des RAM ont été reconnues dans la loi du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et aux assistants familiaux et codifiées à l'article L.214-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

**Les RAM ont une mission d'information, tant en direction des parents que des professionnels de la petite enfance.**

##### **✓ En direction des parents**

Les RAM informent les parents sur l'ensemble des modes d'accueil (individuels et collectifs) existant sur le territoire concerné.

Au-delà de cette information généraliste, ils peuvent également être des lieux de centralisation des demandes d'accueil spécifiques (horaires atypiques - avant 7h00 et après 20h00, ou le week-end,

*accueil d'un enfant en situation de handicap*), et orienter, sur des critères objectifs, les familles, vers un mode d'accueil correspondant.

Ils délivrent également une information générale en matière de droit du travail et orientent les parents vers les interlocuteurs privilégiés en cas de questions spécifiques.

Ils sensibilisent les parents sur leur rôle d'employeur, et notamment sur les obligations qui en découlent (*embaucher des salariés agréés, effectuer des déclarations conformes à l'activité exercée, etc.*).

✓ En direction des professionnels

Les RAM informent :

- Tous les professionnels de l'accueil individuel des jeunes enfants quant aux conditions d'accès et d'exercice de ces métiers ;
- Les assistants maternels et les professionnels de la garde à domicile sur les différentes aides auxquelles ils peuvent prétendre ;
- Les futurs professionnels sur l'ensemble des métiers de la petite enfance.

En outre, les RAM délivrent une information générale en matière de droit du travail et orientent les professionnels vers les interlocuteurs privilégiés pour des questions spécifiques.

**Les RAM offrent un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles.** Ils sont un lieu d'échanges et de rencontres ouverts aux parents, aux professionnels de la petite enfance et aux enfants.

Si les RAM ne sont pas chargés de la formation des assistants maternels et des gardes d'enfants à domicile, ils contribuent à leur professionnalisation (*groupe d'échanges entre professionnels, etc.*)

**Les RAM s'appuient sur l'organisation :**

- de temps de partage de compétences et de mise en place d'activités communes lors des espaces jeux organisés dans les différentes communes du secteur (*ceci au plus près des habitants*).
- de temps collectifs, réunions à thème, conférences, manifestations festives en suscitant l'implication des assistants maternels et des parents ;
- d'activités d'éveil, en favorisant le décloisonnement entre les différents modes d'accueil (*recherche de complémentarité et collaboration avec les structures existantes : structures d'accueil, ludothèques, centres sociaux, etc.*) ;
- d'actions favorisant le départ en formation continue.

La déclinaison des axes précités s'articule autour des principes suivants :

- La neutralité dans la mise en relation de l'offre et de la demande d'accueil ;
- La neutralité dans l'information et l'accompagnement de la relation employeur/salarié ;
- La participation des professionnels (*assistants maternels et gardes d'enfants à domicile*) sur la base du volontariat et de l'accord des familles (*s'agissant de la participation des enfants*) ;
- L'ouverture du service à l'ensemble de la population ;
- La gratuité.

Le service RAM, par sa mission de professionnalisation des assistants maternels, a une place importante dans le développement et la reconnaissance de ce métier. Il est une réponse au besoin d'information des parents et assistants maternels, et au besoin des enfants en termes d'éveil et de socialisation.

**A ce jour, seule la commune de Saint-Malo a mis en place un Relais Assistants Maternels (ouvert aux seules familles et assistants maternels de Saint-Malo)**

**Les besoins ne sont donc pas couverts sur le reste du territoire de l'agglomération. Environ 30% de familles hors Saint-Malo appellent le RAM de Saint-Malo. Aussi, la CAF est sollicitée par un certain nombre de communes de l'agglomération pour créer un RAM.**

Considérant qu'il s'agissait d'un **projet structurant** pour le territoire de l'agglomération, le bureau communautaire a étudié la possibilité de créer un Relais Assistants Maternels intercommunal.

**La réflexion s'est engagée autour des principes directeurs suivants :**

- Développer l'offre de service à l'échelle de Saint-Malo Agglomération, en intégrant l'offre existante du RAM de Saint-Malo.
- Organiser un maillage du territoire : mutualiser les activités qui peuvent être centralisées, mutualiser les activités qui peuvent se dérouler à tour de rôle dans les antennes et maintenir dans les antennes locales un service de proximité.

**La compétence est limitée à la compétence RAM et n'entraîne pas le transfert de la compétence « Enfance – Jeunesse » à l'EPCI. Cependant, elle engendre le transfert des RAM existants à l'EPCI.**

**Le Conseil Municipal est invité à approuver l'extension des compétences de Saint-Malo Agglomération, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, à la compétence optionnelle suivante :**

**« Création, aménagement, gestion et animation d'un Relais Assistants Maternels (RAM) »**

**Entendu l'exposé ci-dessus,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**24 POUR**

**0 Contre**

**1 Abstention**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité, APPROUVE l'extension des compétences de Saint-Malo Agglomération, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, à la compétence optionnelle suivante :**

**« Création, aménagement, gestion et animation d'un Relais Assistants Maternels (RAM) »**

---

## **RAPPORTS sur les SERVICES PUBLICS**

### **Syndicat des Eaux de Beaufort – Rapport sur le prix et la qualité du service eau potable pour l'exercice 2017**

Conformément à l'article L 144.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur René Labbé, adjoint, présente aux membres à l'assemblée le rapport annuel 2017 sur le service public d'eau potable géré par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Beaufort, dont le siège est établi à Saint-Malo.

Le **Syndicat Intercommunal des Eaux de Beaufort** assure les compétences Production et Distribution. Il regroupe 35 communes et dessert, en outre, partiellement les communes de Bazouges-la Pérouse, Pontorson et Pleudihen/Rance.

Le service public d'eau potable dessert 33 141 abonnés, représentant environ 60 150 habitants, dont 2 198 pour la commune de Saint-Méloir des Ondes.

Véolia Eau a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien, de la permanence du service et de la gestion des abonnés. Le syndicat garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages.

### **Quelques chiffres 2017**

- Un peu plus de 2.6 millions de m3 facturés aux abonnés en 2017, soit 119 litres par habitant et par jour : un rendement de 84.9 %.
- Un maintien du linéaire de réseau de 1256 km, et une concentration qui progresse tous les ans ; 26.4 abonnés/km en 2017.
- Une eau de très bonne qualité avec 100 % d'analyses microbiologiques et physio-chimiques conformes.

- Une mission de production confiée à Eau du Pays de Saint-Malo (Syndicat de Production), afin d'optimiser la gestion des ressources en eau entre elles, ressources provenant :

Nom de ressource	Volume prélevé (m3)
Retenue Beaufort/Mirloup	3 480 198
Retenue Bois-Joli	3 490 207
Retenue de Landal	530 512
Import Arguenon Penthièvre	994 825

- un rythme de renouvellement moyen élevé (1.70 %), avec près de 25 km de réseaux remplacés en 2017
- Au total, un abonné domestique consommant 120 m3 payera en 2018, 273.46 € TTC » (correspondant à 2.28 € TTC/m3), soit une baisse de 28 % depuis 2014.
- Sur ce montant, 59 % reviennent à l'exploitant pour l'achat d'eau (0.85 € TT/m3), l'entretien et le fonctionnement du service ; 17 % reviennent au Syndicat pour les investissements et la gouvernance ; les diverses taxes s'élèvent à 24 %.

#### Travaux réalisés par la collectivité avant un impact sur le patrimoine

- . Le Parc des Hayes : 156 ml d'extension de réseau
- . Lotissement Les Clossets : 536 ml d'extension de réseau

#### Projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service aux usagers et les performances environnementales du service

- . Sortie du réservoir à l'entrée du Bourg
- . Giratoire Intermarché
- . Le Petit Porcon
- . Le Vaulérault
- . Le Buot
- . Bel-Event/CR de la Ville Auffray
- . Cimetière

#### Ouvrage hydraulique

- . Château d'eau et bache semi-enterrée – 3 000 m3 – Bellevue

#### FINANCES

Les recettes d'exploitation (vente d'eau) 1 312 903.69 €

Etat de la dette – montant remboursé durant l'exercice : 84 755.72 € (encours de la dette au 31 décembre 2017 : 831 088.52 €)

Amortissement réalisés 1 396 640.02 €

#### Faits marquants de l'exercice

- Mise en œuvre progressive des engagements du délégataire dans le cadre du nouveau contrat de délégation signé en 2014 :
  - Les indicateurs de performance poursuivent leur amélioration à un rythme de croisière, notamment :
    - Poursuite de l'amélioration du rendement/diminution des pertes en eau
    - Poursuite de l'amélioration de la connaissance patrimoniale
- L'année 2016 a connu une sécheresse hivernale à compter de l'automne 2016. Elle s'est poursuivie au début de l'année 2017. Le niveau de sécheresse similaire à l'année 1976 (source : Préfecture). Le Syndicat Eau du Pays de St-Malo (Syndicat de Production d'eau potable) a procédé à des recherches

de solutions pour conforter les ressources en eau. Le Syndicat des Eaux de Beaufort a communiqué auprès des administrés en janvier 2017 pour inviter les abonnés à faire des économies d'eau. Ce volet communication auprès des administrés s'est poursuivi en 2018, avec notamment une déclinaison d'outils de sensibilisation aux économies d'eau et à l'infiltration d'eau au sol.

- Une sécurisation nouvelle a été installée en 2017 : désormais, le bourg de Baguer-Pican dispose d'un secours en eau.

- Poursuites des études :

Le syndicat des Eaux de Beaufort poursuit ses études de construction des réservoirs de St-Méloir des Ondes. Il a fait mettre à jour les données patrimoniales par l'exploitant en vue de construire un schéma directeur fiable.

Enfin, les études de construction du Siège et du Centre d'Exploitation à Dol-de-Bretagne se sont terminées.

A titre d'information le syndicat s'appelle désormais : **Les Eaux de Beaufort**

**Le Conseil Municipal PREND ACTE** du rapport d'activités 2017 du Syndicat des Eaux de Beaufort.

### **SAGE des bassins côtiers de la région de Dol-de-Bretagne – rapport d'activités 2017**

Conformément à l'article L 144.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur René Labbé, adjoint, présente aux membres à l'assemblée le rapport annuel 2017 du SAGE des bassins côtiers de la région de Dol-de-Bretagne.

Le Syndicat Intercommunal des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2011 par arrêté préfectoral du 17 décembre 2010.

Ce syndicat intercommunal est composé des 33 communes désignées dans le 1<sup>er</sup> arrêté de périmètre du SAGE datant du 26 septembre 2003. Il a pour mission de doter la Commission Locale de l'Eau (CLE) de moyens techniques et financiers et d'assurer la maîtrise d'ouvrage du SAGE. Depuis 2016, le SBCDol a également lancé l'élaboration du Contrat Territorial et de son volet « Milieux Aquatiques ».

#### **Organisation et fonctionnement du SBC Dol en 2017**

**Le SBCDol comprend** : 1 responsable du SBCdol (*animatrice-coordinatrice – temps de travail 80 %*) - 1 agent chargé de communication, de la gestion administrative et financière du SAGE et du SBCDol (*temps complet*) - 1 agent chargé de mission Eau et Milieux aquatiques pour la construction du projet de territoire et du programme opérationnel (*temps complet*).

Le SBCDol a dû faire appel au Service Missions Temporaires du CDG35 afin d'assurer un renfort administratif (100 % temps de travail).

Depuis le 7 décembre 2016, les services du SBCDol ont pu intégrer les nouveaux locaux (*Parc d'activités Les Rolandières – 1 rue de la Baie à Dol de Bretagne*).

**La commission Locale de l'Eau (CLE)** – L'arrêté préfectoral désignant les membres de la CLE est arrivé à échéance des 6 années de mandat le 12 décembre 2016. Pour prendre un nouvel arrêté, le Préfet a invité les différentes collectivités instances et acteurs représentés dans cette commission à désigner officiellement leur représentant.

En 2017, 2 arrêtés préfectoraux relatifs à la composition de la CLE ont été pris : l'arrêté du 3 mai 2017 modifié par celui du 5 octobre 2017.

**La CLE est composée de 56 membres titulaires** répartis dans 3 collèges (Etat 16 % ; Professionnels et usagers 27 % et Collectivités et Etablissements publics 57 %)

**Le bureau de la CLE** est la structure exécutive chargée de préparer et coordonner les travaux de la CLE.

#### **Bilan des étapes 2017**

- . La communication et la diffusion du SAGE approuvé par arrêté préfectoral du 6 octobre 2015

- . Le travail préparatoire lié à la mise en œuvre du SAGE

- L'évolution statutaire du SBCDol (modification des statuts)

- La mise en œuvre du SAGE
  - préparation du Contrat Territorial (Volet « qualité de l'eau et protection de la ressource » porté par Eau du pays de Saint-Malo sur 11 km<sup>2</sup> – Volet « milieux aquatiques » porté par le SBCDol sur les 451 km<sup>2</sup> du territoire
- La préparation du Projet de Territoire Eau (fortement lié à l'avancement de l'évolution de la gouvernance locale, particulièrement lié à la GEMAPI)
- La continuité écologique des ouvrages à la mer du marais de Dol
- L'inventaire des cours d'eau établi par la DDTM d'Ille-et-Vilaine
- Les actions de pédagogie et de communication du SAGE : actions visant la réduction des pesticides auprès d'un public « non agricole », animations partenariales, diffusion d'informations, création et diffusion de supports de communication, actualisation du site internet et des « sites partenaires »

### **Bilan financier 2017**

Dépenses réelles effectuées : 337 149.71 € (*Animation SAGE 151 338.93 € - Communication 2 450.72 € - Volet études 16 488.00 € - Mise en œuvre opérationnelle du SAGE 166 871.71 €*)

Recettes 2017 : elles émanent de subventions de l'agence de l'Eau Loire Bretagne, du Conseil Régional de Bretagne et de SBCDol.

Les subventions totales attendues

- Volet animation ETP 115 723.47 € et animation charges de fonctionnement 35 615.46€
- Volet communication 2 450.72 € €
- Volet études (*étude marais non réalisée – étude » accompagnement juridique lié à l'évolution statutaire du SBCDol »* en cours d'élaboration 16 488.00 €
- Volet Mise en œuvre opérationnelle du SAGE 2017 (volet ETP 72 935.18 € - Volet charges de fonctionnement 14 976.48 € - Volet Etudes 93 936.53 €)

### **Perspectives 2018**

Le programme du SBCDol pour la mission « Animation du SAGE » comprend comme pour les années précédentes, 3 volets :

#### **Volet 1 – Animation des instances, coordination et suivi de la mise en œuvre du SAGE**

- Animation et organisation de la CLE, des Bureaux, des commissions et des groupes de travail, du comité syndical du SBCDol, organisation de journées de terrain
- Appui des collectivités et EPCI en termes de porter à connaissance des dispositions du SAGE
- Accompagnement et participation aux projets des partenaires : Eaux du Pays de Saint-Malo, Inter-SAGE...

#### **Volet 2 - Communication**

- Définition d'un plan de communication
- Elaboration d'outils de communications (expositions, site internet, lettre d'info...)
- Actions auprès des scolaires

#### **Volet 3 – Etudes**

- Etat des lieux du fonctionnement hydraulique du Marais de Dol et de ses impacts (*non effectué en 2017*)
- Qualité de l'eau : suivi sur les sources de pollutions

Les actions de « **Mise en œuvre opérationnelle du SAGE** » prévues en 2018 sont les suivantes :

- Poursuite de l'élaboration du diagnostic préalable au Contrat Territorial (CT)
- Finalisation du Projet Territorial pour l'Eau (PTE)
- Mobilisation des maîtrises d'ouvrage du territoire pour construire un programme d'action opérationnel
- Mise en place d'un suivi complémentaire sur la qualité des eaux
- Réalisation d'une étude de faisabilité pour le rétablissement de la continuité écologique sur le Guyoult



**Le Conseil Municipal PREND ACTE** du rapport d'activités 2017 du SAGE des bassins côtiers de Dol-de-Bretagne

### **SAGE Rance/Frémur Baie de Beaussais – Rapport d'activités 2017**

Conformément à l'article L 144.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur René Labbé, adjoint, présente à l'assemblée le rapport annuel d'activités 2017 du SAGE Rance/Frémur Baie de Beaussais.

**Le territoire du SAGE Rance /Frémur Baie de Beaussais s'étend sur une superficie de 1330 km<sup>2</sup>.**

Le territoire administratif se définit ainsi :

- . Le bassin Loire-Bretagne
- . La région Bretagne
- . Les 2 départements Côtes d'Armor et Ille-et-Vilaine
- . 101 communes pour une population de près de 200 000 habitants

Sur son territoire, 1 masse d'eau « eaux souterraines » et 23 masses d'eaux « eaux de surfaces » sont dénombrées et réparties comme suit :

- . 19 masses d'eau « cours d'eau »
- . 2 masses d'eau littorales (1 masse d'eau côtière et 1 masse d'eau de transition)
- . 2 masses d'eau « plan d'eau »

#### **Les principaux enjeux**

- . l'hydromorphologie des cours d'eau
- . la maîtrise des pollutions ponctuelles et collectives, dont les apports de phosphore aux milieux aquatiques continentaux et maritimes.

#### **Le SAGE révisé – Objectifs et contenu**

Cinq enjeux principaux sont identifiés dans le SAGE révisé Rance/Frémur Baie de Beaussais :

- . restaurer le bon fonctionnement du bassin versant
- . préserver le littoral
- . assurer une alimentation en eau potable durable
- . sensibilisation
- . gouvernance

Le SAGE révisé fixe des objectifs pour la qualité des eaux ; ces objectifs étant majoritairement repris du premier SAGE approuvé en 2004 :

- pour la qualité des eaux superficielles (nitrates, Phosphore total, produits phytosanitaires, matières organiques)
- pour la qualité des eaux littorales (eaux de baignade, eaux conchyliques)

#### **o Fonctionnement des instances du SAGE**

- La Commission Locale de l'Eau est l'organe délibératif au sein duquel la question de la gestion de l'eau est débattue. Elle est en charge du suivi de la mise en œuvre du SAGE révisé (elle regroupe un bureau de 20 membres et de commissions thématiques : milieux aquatiques, littoral et bassin maritime, agricole, gouvernance).
- Le Syndicat mixte de portage – ETPB a pour vocation à porter la CLE du SAGE Rance-Frémur –Baie de Beaussais ; Il met à disposition les moyens techniques, humains et financiers permettant à la CLE d'assurer ses missions. Il est l'organe exécutif du syndicat.

#### **Cellule ANIMATION – Activités 2017**

- Volet Littoral (carénage, algues vertes, lutte contre les pollutions microbiologiques, gestion hydrosédimentaire du bassin maritime de la Rance)
- Volet milieux aquatiques (observatoire des milieux aquatiques, zones humides, cours d'eau et continuité écologique, gestion des fossés, autres thèmes sur les milieux aquatiques)
- Volet agricole suivi des actions engagées (inventorier les dispositifs antiérosifs : haies, talus ; boisements – connaissance de la sensibilité des sols par sous-bassins versants – mesures permettant de réduire la pression phosphorée – promotion des échanges d'expériences)
- Volet appropriation/communication (urbanisme : protéger les cours d'eau, les zones humides, les dispositifs antiérosifs – schémas directeurs des eaux pluviales – lutter contre les surfaces imperméabilisées et développer des techniques alternatives à la gestion des eaux pluviales - intégrer les capacités d'assainissement, l'alimentation en eau potable et la gestion des eaux pluviales en amont des projets d'urbanisme) - Garantir une bonne appropriation et mettre en œuvre le SAGE révisé – Etude sur « la solidarité territoriale autour des enjeux de l'eau » - Tableau de bord et gestion des données – Coordination et gouvernance.

En 2018, la CLE poursuivra les actions engagées notamment sur la mise en œuvre du volet littoral, le suivi des PLU(i), la bancarisation et le partage des données liées aux milieux aquatiques, la communication sur le contenu du SAGE...

**Le Conseil Municipal PREND ACTE** du rapport d'activités 2017 du SAGE Rance/Frémur Baie de Beausseis.

### **Syndicat Départemental d'Energie 35 – Rapport d'activités 2017**

Conformément à l'article L 144.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur René Labbé, Adjoint, présente à l'assemblée le rapport annuel d'activités 2017 du Syndicat Départemental d'Energie 35.

**Le SDE35 et ses instances :** Un syndicat mixte composé de communes, d'EPCI et de Rennes Métropole couvrant l'intégralité de l'Ille-et-Vilaine. Une autorité organisatrice du service public de distribution de l'électricité. 9 comités et bureaux syndicaux ayant donné lieu à 91 délibérations et 8 réunions de commission.

#### **Objectifs du S.D.E.35**

- 2 – Réduire les consommations énergétiques
- 3 – Améliorer l'efficacité énergétique
- 4 – Développer les énergies renouvelables
- 5 – Développer la relation aux usagers
- 6 – Mutualiser les moyens et les expériences
- 7 – Assurer le contrôle de la concession
- 8 – Développer des moyens généraux adéquats

**Le Conseil Municipal PREND ACTE** du rapport d'activités 2017 du Syndicat Départemental d'Energie 35

### **Saint-Malo Agglomération – Rapport sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets pour l'exercice 2017**

Conformément à l'article L 144.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire présente à l'assemblée le rapport annuel 2017 sur le service public d'élimination des déchets géré par Saint-Malo Agglomération.

Ce rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets est défini par le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015.

La population municipale est de 81 804 habitants et de 84 336 habitants pour la population totale.

Le service d'élimination des déchets est financé par la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et les redevances spéciales.

La compétence « collecte et traitement des déchets ménagers » recouvre :

- Les collectes sur les 18 communes assurées en régie
- Les 5 déchèteries de Cancale, Saint-Méloir des Ondes, Saint-Père Marc en Poulet, Saint-Malo et Miniac Morvan gérées en régie
- Le centre de tri de Saint-Malo exploité en régie
- L'usine de traitement des ordures ménagères par l'incinération et le compostage industriel par l'Usine de Traitement des Ordures Ménagères (UTOM) située à Saint-Malo, située à Saint-Malo.

### **Moyens**

Humains : 124 personnes

Matériels : 19 camions bennes, 5 camions ampliroll, 14 compacteurs, chariots élévateurs et véhicules légers de liaison.

### **Faits marquants**

Mise en place de 2 compacteurs enterrés à Saint-Malo Intra Muros

Poursuite des procédures pour la construction d'une nouvelle déchèterie à Cancale

### **Indicateurs techniques**

	Tonnage 2017
Ordures ménagères collectées	24 289
Verres	4 654
Autres emballages ménagers à recycler	5 729
Déchèteries	30 648

### **Traitement**

18 157 tonnes entrant dans le processus de l'UTOM

18 522 tonnes traitées par incinération

### **Bilan financier**

Les dépenses s'élèvent à 15 552 749 € en fonctionnement et 2 492 514 € en investissement

Les recettes s'élèvent à 15 552 749 € en fonctionnement et 5 182 732 € en investissement

### **Perspectives 2018 et suivantes**

. Construction d'une nouvelle déchèterie à Cancale

. Déploiement de Points d'apport volontaire (PAV) sur l'ensemble du territoire de Saint-Malo Agglomération.

**Le Conseil Municipal PREND ACTE** du rapport 2017 sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets de Saint-Malo Agglomération.

### **Observations :**

- Des points d'apports volontaires seront implantés dans le secteur de la rue de la Baie et du Point du Jour.
- Un réaménagement de la déchetterie de Blessin est souhaité, notamment pour en améliorer l'accessibilité. L'espace dédié aux déchets verts se révèle spécialement difficile en matière de déchargement.

Séance close à 22 h 00

La Secrétaire de séance,  
**Patricia MÉNARD**

Le Maire  
**René BERNARD**

